

Working Group II

Working document 17

Groupe de travail II "Intégration de la Charte/adhésion à la CEDH"

Objet: possibilité d'invoquer la charte des droits fondamentaux et amélioration de la protection des droits individuels

Document de travail du Prof. Jürgen Meyer, délégué du Bundestag allemand à la Convention européenne

Proposition : l'art. 230 CE, paragraphe 4, est modifié comme suit dans sa dernière partie :

Toute personne physique ou morale peut former, dans les mêmes conditions, un recours contre les décisions dont elle est le destinataire et contre les décisions qui, bien que prises sous l'apparence d'un règlement ou d'une décision adressée à une autre personne, la concernent directement **ou** individuellement.

Motifs :

Rendre visible la possibilité d'invoquer la charte

Les citoyens n'accepteront pas une charte qui, bien qu'elle constitue obligatoirement une partie du droit communautaire, ne peut pas être invoquée par des particuliers, ou seulement dans des conditions très restrictives. La Convention doit donc répondre clairement à la question des citoyens qui se demandent dans quelle procédure ils peuvent invoquer directement leur charte des droits fondamentaux.

Un système modifiant l'actuelle protection des droits individuels est plus conforme au caractère strictement obligatoire des droits individuels figurant dans la charte, et en particulier du droit, garanti à l'art. 47 de la charte, d'une protection effective des droits juridiques. La présente proposition permet aux citoyens de saisir, directement et suivant leur propre décision, la Cour de justice au sujet de la violation de leurs droits (fondamentaux).

Le texte de la charte devrait être complété à l'endroit approprié, par exemple en son art. 47, par une disposition qui fasse référence à cette voie de recours :

"Toute personne a le droit, dans les conditions prévues à l'art. 230 CE, paragraphe 4, de porter plainte pour violation des droits et libertés reconnus dans cette charte."

Faciliter les plaintes directes devant la Cour de justice

Dans deux contextes particuliers, le particulier ne devrait pas être contraint à rechercher sa protection juridique d'abord au niveau secondaire d'une mesure d'exécution prise par un État. La contestation d'un acte communautaire devrait être consentie, indépendamment de la nature juridique de cet acte,

1) quand le particulier est directement concerné, c'est-à-dire quand l'acte juridique contesté produit un effet direct sur sa situation juridique et qu'il ne reste aucune marge de manœuvre offerte par une éventuelle mesure d'exécution,

ou

2) quand le particulier est concerné individuellement, c'est-à-dire quand l'acte juridique contesté le touche en raison de caractéristiques personnelles déterminées ou de circonstances particulières et qu'il l'individualise d'une manière ou d'une autre comme le destinataire d'une décision.

Ces deux situations dans lesquelles un citoyen peut se retrouver doivent être considérées indépendamment l'une de l'autre. *Chacune d'elles* exige qu'il soit possible d'en contrôler la conformité au droit sans autre délai. La modification proposée change donc les deux conditions d'application de l'art. 230 CE, paragraphe 4, qui sont cumulatives jusqu'à présent, en conditions d'application *alternatives*.

Comblar les manques du système de protection juridique existant

La réforme proposée entend combler les lacunes présentes dans le système de protection juridique existant. Dans la pratique, il est apparu que la combinaison de plaintes directes et de recours préjudiciels ne garantit pas, dans certains cas, une protection juridique effective pour les citoyens. Récemment, le souhait a été émis que la Cour de justice puisse modifier sa jurisprudence concernant la recevabilité de plaintes directes de personnes privées. Dans son arrêt du 25 juillet 2002, la Cour a toutefois déclaré que, sur la base du texte actuel de l'art. 230 CE, il n'est pas possible d'alléger davantage les conditions permettant de déposer une plainte individuelle. L'arrêt renvoyait expressément à la possibilité d'une modification du droit primaire.¹

La modification proposée garantit avec certitude que l'ensemble des plaintes qui sont recevables selon le droit en vigueur actuellement le seront également après son adoption. L'acquis communautaire en matière de droit de procédure est entièrement maintenu.

La charge de travail pour les tribunaux n'est pas un obstacle convaincant

Il est vrai que la charge de travail des tribunaux communautaires augmentera probablement en raison de cette modification. Ceci ne peut toutefois pas empêcher, dans une Communauté basée sur les droits fondamentaux, que l'on applique concrètement une modification jugée pertinente du système de protection juridique. Au contraire, il est primordial que le Tribunal de première instance, compétent pour cette matière, soit doté des ressources nécessaires sur le plan institutionnel et celui du personnel, de sorte qu'il puisse garantir une protection juridique effective en tenant compte de la durée de la procédure. La réforme de la constitution des juridictions opérée par le traité de Nice apporte pour ce faire des conditions-cadres améliorées (Art. 225, 225A CE).

¹ Arrêt de la Cour de justice du 25 juillet 2002, affaire C-50/00 P, Unión de Pequeños Agricultores/Conseil, non encore publié dans le Recueil, points 40 et suivants